

Antrag der Minderheit

(Zanetti, Berset, Forster, Marty Dick, Stähelin)
Festhalten

Art. 2*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Zanetti, Berset, Forster, Marty Dick, Stähelin)
Maintenir

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit ... 21 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit ... 13 Stimmen

Präsident (Altherr Hans, erster Vizepräsident): Das Geschäft geht somit an die Einigungskonferenz.

11.028

Bankengesetz.**Änderung (too big to fail)****Loi sur les banques.****Modification (too big to fail)***Differenzen – Divergences*

Botschaft des Bundesrates 20.04.11 (BBl 2011 4717)

Message du Conseil fédéral 20.04.11 (FF 2011 4365)

Ständerat/Conseil des Etats 14.06.11 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16.06.11 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 15.09.11 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 19.09.11 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 19.09.11 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 21.09.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 22.09.11 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 28.09.11 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 28.09.11

Ständerat/Conseil des Etats 29.09.11 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 29.09.11 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 30.09.11 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 30.09.11 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBl 2011 7487)

Texte de l'acte législatif (FF 2011 6897)

Bundesgesetz über die Banken und Sparkassen (Stärkung der Stabilität im Finanzsektor; too big to fail)

Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne (Renforcement de la stabilité dans le secteur financier; too big to fail)

Art. 10 Abs. 1*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 10 al. 1*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Marty Dick (RL, TI), pour la commission: Nous en sommes donc au projet de modification de la loi sur les banques (too big to fail). Certaines divergences subsistent encore.

La première divergence, à l'article 10 alinéa 1, concerne l'information. Notre conseil avait décidé que la FINMA informe le public de la teneur de sa décision et de la manière dont celle-ci est respectée. Le Conseil national, quant à lui, a opté pour la formulation suivante: «... informe le public des gran-

des lignes de la teneur de sa décision et du respect de cette dernière».

A une étroite majorité – la décision a été prise par 6 voix contre 5 –, nous avons décidé d'adhérer à la décision du Conseil national. Il n'y a pas de proposition de minorité, mais j'aimerais quand même dire dans quel esprit nous avons adopté cette disposition, ce qui pourra être utile à l'avenir lorsqu'il faudra interpréter la notion de «grandes lignes».

Il est évident que la FINMA ne doit pas entrer dans tous les détails, mais elle devra être autant que possible transparente et complète dans l'information qu'elle donnera. En effet, lorsque la FINMA sera obligée d'appliquer cette disposition, l'économie du pays se trouvera dans une situation grave. Or c'est quand même l'argent des contribuables qui est en jeu! Lorsque l'on parle donc de grandes lignes, cela ne signifie certainement pas que les secrets internes de la banque seront révélés. On n'entrera pas dans tous les détails, mais le principe de la transparence devra quand même être respecté.

L'autre divergence, au chiffre IIbis, subsiste. Le Conseil national a introduit une disposition stipulant, en ce qui concerne l'ordonnance: «La première adoption des dispositions visées à l'article 10 alinéa 4 est soumise à l'approbation de l'Assemblée fédérale.» Il s'agit d'une construction juridique certes créative, mais totalement étrangère à notre ordre juridique.

Hier, Monsieur Frick a présenté une proposition; mais, comme celle-ci n'a pas encore été développée devant le conseil, je propose que Monsieur Frick vous la présente d'abord; je prendrai ensuite position.

*Angenommen – Adopté***Ziff. IIbis***Antrag der Mehrheit*

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Frick, Amstutz, David, Forster, Germann, Schweiger)

Titel

Streichen

Text

Die Verabschiedung der Regelungen nach Artikel 10 Absatz 4 ist der Bundesversammlung zur Genehmigung zu unterbreiten.

Ch. IIbis*Proposition de la majorité*

Maintenir

Proposition de la minorité

(Frick, Amstutz, David, Forster, Germann, Schweiger)

Titre

Biffer

Texte

L'adoption des dispositions visées à l'article 10 alinéa 4 est soumise à l'approbation de l'Assemblée fédérale.

Frick Bruno (CEg, SZ): Meine Minderheit orientiert sich zunächst einmal am Faktum der Mehrheitsverhältnisse im Nationalrat. Der Nationalrat hat nach engagierter Diskussion und in Kenntnis unserer Argumente an seiner Lösung festgehalten. Er tat das mit einem sehr deutlichen Stimmenverhältnis von rund 4 zu 1. Es gilt daher, eine Lösung zu suchen – wir sind ja in der letzten Runde –, die tragfähig ist. Das will ich mit meiner Minderheit tun.

Nun zum Inhalt: Der Nationalrat will die Verordnung des Bundesrates genehmigen – den ersten Erlass, die späteren Änderungen nicht. Wir sind uns in der Kommission darüber einig – die Gründe haben wir bereits in der letzten Runde dargelegt –, dass diese Lösung nicht tragfähig und in der Sache wenig tauglich ist. Die Minderheit nimmt eine Regelung auf, die in der CO2-Gesetzgebung bereits besteht, nämlich das Vetorecht des Parlamentes.

Weshalb ist das Vetorecht hier gerechtfertigt? Unsere Gesetzgebung zur «Too big to fail»-Problematik setzt einen sehr weiten Rahmen. Die Konkretisierung obliegt dem Bundesrat. Im Grunde genommen wird der Bundesrat eine gesetzvertretende Verordnung mit einem sehr grossen Spielraum erlassen. Da ist es sachlich angezeigt, dass sich das Parlament in der Sache äussern kann, und zwar im Sinne eines Genehmigungsvorbehaltes, oder, wenn Sie so wollen, im Sinne eines Vetorechtes. Diese Art der Gesetzgebung ist nicht einmalig; sie hat sich an anderen Orten bewährt.

Nun ist seitens des Bundesrates und der Kommission das Argument hervorgehoben worden, ein solches Vetorecht führe zu einer geteilten Verantwortung. Ich glaube das nicht. Die Verantwortung wird nicht geteilt. Beschlüsse des Bundesrates unterliegen regelmässig dem Genehmigungsvorbehalt des Parlamentes; das gilt für Finanzbeschlüsse, für die Gesetzgebung usw. Der Bundesrat macht die Vorarbeit, und dem Parlament obliegt die Genehmigung.

Zum Verfahren: Wenn wir hier eine Lösung finden, die dem Nationalrat entgegenkommt, können wir die Sache beenden und uns eine Einigungskonferenz ersparen. Wir stehen ja im letzten Durchgang. Aufgrund der Mehrheitsverhältnisse im Nationalrat ist abzusehen, dass er an seiner Fassung festhält. Wir werden in der Einigungskonferenz wahrscheinlich auf diese Lösung kommen; das ist abzusehen. Wenn wir sie bereits jetzt beschliessen, ermöglichen wir es dem Nationalrat, die letzte Differenz auszuräumen und uns gegenüber nachzugeben.

In diesem Sinne bitte ich Sie, der Minderheit zuzustimmen.

Marty Dick (RL, TI), pour la commission: La majorité de la commission vous invite à rejeter la proposition défendue par la minorité Frick. La commission a pris sa décision par 7 voix contre 6.

Je vous avoue que, lorsque cette proposition a été présentée hier, elle a paru intéressante et séduisante. En réalité, elle est extrêmement dangereuse. Je dois dire que si, demain, je devais choisir entre la solution du Conseil national et celle de la minorité Frick, personnellement je choisirais la solution du Conseil national. Pourquoi cela? Parce que – et là, il faut consulter l'article 10 de la loi sur les banques auquel on fait référence – nous avons adopté une formulation de l'article 10 alinéa 4 qui prévoit: «Le Conseil fédéral, après avoir entendu la Banque nationale suisse et la FINMA, règle ...» Les lettres a, b et c contiennent tous les détails des dispositions du projet «too big to fail», les réglages fins, le «fine tuning».

Qu'est-ce que cela signifie? Eh bien, cela signifie que chaque fois que l'ordonnance du Conseil fédéral devra être modifiée – et souvent elle devra l'être en tenant compte d'événements soudains, en urgence –, le projet de modification devra passer dans les deux chambres. Ce n'est certainement pas l'intention de Monsieur Frick, mais cette proposition est une nouvelle tentative de sabotage de cette loi si importante pour notre place financière. A chaque fois que le Conseil fédéral – auquel nous avons nous-mêmes donné la compétence de promulguer une ordonnance – modifie son ordonnance, cela doit passer dans les deux chambres: cela va prendre chaque fois énormément de temps, et c'est surtout inacceptable du point de vue institutionnel. En effet, si nous voulons que ce soit une ordonnance de l'Assemblée fédérale, dans ce cas c'est clair, mais nous ne pouvons pas donner au Conseil fédéral la compétence de promulguer une ordonnance et imposer que chaque petite modification de celle-ci doive passer dans les deux chambres pour être acceptée.

Dès lors, le parallélisme avec la loi sur le CO2 me paraît excessif, car pour cette loi, le Parlement a seulement son mot à dire sur le taux et rien d'autre. Ici, ce sera sur chaque détail de l'ordonnance, dans un domaine où les institutions financières devront faire l'objet d'une réglementation et d'une adaptation très rapide des règles d'application.

Non seulement pour cette raison pratique, institutionnelle, mais également pour maintenir l'esprit d'une loi qui, je le rap-

pelle, a aussi été approuvée par les deux grandes banques, je vous prie de voter avec la majorité, c'est-à-dire de maintenir notre position.

Gutzwiller Felix (RL, ZH): Ich bin nicht Mitglied der Kommission, aber ich wundere mich doch einigermaßen über dieses Vorgehen. Es ist doch ganz klar, dass wir, wenn immer möglich, diese Geschichte in dieser Session verabschieden sollten. Die «Too big to fail»-Vorlage ist eine ganz wichtige Vorlage, man wartet in allen Kreisen darauf. Wir sollten nicht riskieren, dass sie wegen eines weiteren Durchgangs bei der WAK-NR und einer Einigungskonferenz auf die Winter-session verschoben wird. Ich glaube wirklich, dass die Sache zu wichtig ist, als dass sie wegen eines solchen Details auf eine nächste Session verschoben werden sollte.

Wenn ich die Lage richtig beurteile, ist dies die einzige Differenz, die noch bleibt. Jedenfalls scheint es mir doch klar zu sein, dass sich bei einem Stimmenverhältnis von 128 zu 37 Stimmen am Schluss der Nationalrat durchsetzen wird und dass die Streichung des Wortes «erstmalige» die Sache wirklich unglaublich kompliziert; das wurde vom Kommissionsprecher schon gesagt. Wenn man bedenkt, was das für das Verfahren dann wirklich heisst, scheint mir die Streichung nicht logisch zu sein.

Ich beantrage Ihnen, hier einfach dem Nationalrat zu folgen, dann ist die Sache klar und erledigt. Der Nationalrat sagt: «Die erstmalige Verabschiedung ...»; damit hat das Parlament eine Mitsprachemöglichkeit. Es wird diese Verordnung genehmigen; aber sämtliche nachfolgenden Details zu regeln scheint mir eine unnötige Komplikation zu sein. Damit besteht das Risiko, dass wir das Ganze auf die Wintersession verschieben.

Deshalb gestatte ich mir, Ihnen in etwas unkonventioneller Weise zu beantragen, dass wir hier direkt dem Nationalrat folgen.

Präsident (Inderkum Hansheiri, Präsident): Anträge sind in der Regel schriftlich einzureichen, Herr Gutzwiller. Da Ihr Antrag aber von der Form her einfach ist, akzeptiere ich ihn. Wir nehmen also davon Kenntnis, dass Herr Gutzwiller beantragt, dem Beschluss des Nationalrates zuzustimmen.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Was hier vorgeschlagen wird, sei das nun in der nationalrätlichen Fassung oder im Antrag der Minderheit Frick, ist schon ein staatspolitisches Unikum; ich denke, da sind wir uns einig. Wenn man den Vergleich mit der CO2-Abgabe macht und sagt, dort gebe es auch eine Genehmigung, gilt es zu beachten, dass man dort nur einen Abgabesatz genehmigt und sonst nichts, also nicht eine Verordnung mit allen relevanten Bestimmungen dazu.

Wenn Sie gemäss nationalrätlichem Beschluss die erstmalige Genehmigung zulassen, dann heisst das einfach, dass Sie dann sämtliche Bestimmungen der Verordnung genehmigen. Sie können zwar nichts dazu sagen, Sie genehmigen sie einfach oder genehmigen sie nicht. Das würde zu einer Verzögerungstaktik führen – was man ja auch wollen kann; ich hoffe, das sei nicht so. Aber das wäre die Situation.

Wenn Sie im Sinne der Minderheit Frick beschliessen, heisst das: Sie müssten dann jede einzelne technische Regeländerung genehmigen, sei das nun mit Bezug auf die Liquidität, sei es mit Bezug auf die Risikoverteilung, sei es mit Bezug auf die Eigenmittel – und zwar für alle Banken, denn die Verordnung bezieht sich auf alle Banken, nicht nur auf die systemrelevanten Banken. Ich gehe davon aus, dass Sie das mit Begeisterung immer direkt in der nächsten Session machen würden, weil eine Änderung oft sehr schnell geschehen muss, und dass Sie auch bereit wären, das dann in Sonderverfahren zu machen. Wenn man sich also vorstellt, was das für einen unmöglichen Ablauf gibt, dann kann man das ja nicht im Ernst wollen.

Es ist tatsächlich so, dass es eine geteilte Verantwortlichkeit wäre, und zwar weil hier die Genehmigung eine andere Qualität hat als die Genehmigung irgendeines Beschlusses; dies darum, weil gestützt auf solche Verordnungen, also auf Ge-

setz und Verordnung, Betroffene auch Beschwerden ans Gericht machen können. Das Gericht wird sich überlegen müssen, ob es nach einer Genehmigung durch ein Parlament überhaupt noch zulässig ist, einen Erlass auf Gesetzesmässigkeit zu überprüfen. Diese Frage ist eben qualitativ schon eine andere als im Falle einer gewöhnlichen Genehmigung.

Ich würde Ihnen vorschlagen, den Weg zu gehen, von dem wir immer gesagt haben, dass wir ihn unterstützen würden, nämlich den des Konsultationsverfahrens, das Ihnen ja zu steht. Wir haben immer gesagt, dass wir Ihnen alles vorlegen werden. Sie haben dort auch die Möglichkeit mitzuwirken, mitzudiskutieren. Ich würde Ihnen vorschlagen, diesen Weg, der ja gegeben ist, zu verfolgen und auch darauf zu bauen, dass Sie sich dort ernsthaft einbringen können, und nicht einen Weg zu beschreiten, der eigentlich nicht zum Ziel führt.

Ich möchte Sie wirklich bitten, weder dem Nationalrat noch dem Antrag der Minderheit Frick zu folgen.

Erste Abstimmung – Premier vote

Für den Antrag Gutzwiller ... 18 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 12 Stimmen

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 24 Stimmen

Für den Antrag Gutzwiller ... 12 Stimmen

Ziff. III Abs. 3

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Germann, Amstutz, Frick, Schweiger)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. III al. 3

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité

(Germann, Amstutz, Frick, Schweiger)

Adhérer à la décision du Conseil national

Marty Dick (RL, TI), pour la commission: Là aussi, il y a une divergence. Le Conseil national veut, pour une période de cinq ans, libérer les rendements des Cocos de l'impôt anticipé. Par une claire décision prise par 9 voix contre 4, la majorité propose de maintenir la position de notre conseil, soit d'en rester au projet du Conseil fédéral. Elle estime que la décision du Conseil national est un encouragement inacceptable à l'évasion fiscale; si la justification, qui est la justification déclarée, est d'encourager la diffusion des Cocos, c'est par une autre voie qu'il faut intervenir. Nous sommes déjà saisis du projet relatif à la réforme de l'impôt anticipé, et c'est dans ce projet que nous devons trouver la solution.

La majorité de la commission propose donc de maintenir la décision de notre conseil.

Germann Hannes (V, SH): Es geht wie erwähnt um die temporäre Befreiung der Coco-Zinsen von der Verrechnungssteuerpflicht. Der Bundesrat hat es, wie auch unser Rat in der ersten Runde, verpasst, die Zinsen von Cocos temporär von der Verrechnungssteuer zu befreien. Damit nehmen wir in Kauf, dass die Emission von Cocos aus der Schweiz im Ausland nicht marktfähig ist, falls sich die separate Vorlage des Bundesrates mit dem Übergang zum Zahlstellenprinzip verzögert. Mit der Abtrennung der Vorlage zum Zahlstellenprinzip ist nicht sichergestellt, dass systemrelevante Banken während des Übergangszeitraums aus der Schweiz Cocos emittieren können. Dies wäre aber, in Ergänzung zu den vom Bundesrat bei der «Too big to fail»-Vorlage vorgeschlagenen steuerlichen Massnahmen, unbedingt notwendig, um für ausländische Investoren auch die Emission von Cocos aus der Schweiz attraktiv zu machen. Diese Massnahme ist

von der Expertenkommission übrigens spezifisch zur Prüfung empfohlen worden.

In seiner Botschaft verweist der Bundesrat auf die Steuerpolitik. Dazu kann ich Ihnen einen kleinen Exkurs nicht ersparen: Aufgrund der steuerlichen Rahmenbedingungen ist der Schweizer Kapitalmarkt für Obligationen und Geldmarktpapiere wenig attraktiv. Dies ist auf folgende steuerliche Faktoren zurückzuführen: Erstens verteuert die Emissionsabgabe auf Obligationen und Geldmarktpapiere die Primärtransaktionen. Zweitens bewirkt die Verrechnungssteuer, dass internationale Anleger Obligationen und Geldmarktpapiere, die dieser Steuer unterliegen, in ihrem Portfolio gar nicht berücksichtigen, selbst wenn sie die Verrechnungssteuer aufgrund eines Abkommens zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zurückfordern könnten. Abschreckend sind hier nicht nur der Liquiditätsentzug und die bis zur Rückerstattung der Verrechnungssteuer entgangene Verzinsung; abschreckend ist oft schon der administrative Aufwand. Drittens bewirkt die Umsatzabgabe auf Obligationen, dass heute im Inland kaum Obligationen gehandelt werden. Das hat zur Folge, dass der Sekundärmarkt wenig liquid ist, aber genau das brauchen wir: liquide Sekundärmärkte.

Die Finanzierung der internationalen Wirtschaft erfolgt derzeit weitgehend ohne Belastung mit Quellensteuern. Auch die Schweizer Konzerne finanzieren ihre Auslandstätigkeiten heute weitgehend über Offshore-Länder. Die aktuellen steuerlichen Rahmenbedingungen bewirken, dass börsennotierte Schweizer Konzerne Fremdkapital in der Regel mittels Emission von Obligationen im Ausland durch eine im Ausland ansässige Konzerngesellschaft beschaffen.

Mit dieser Beschreibung der Geldmarktpolitik will ich darauf verweisen, dass es wichtig wäre, für diese Übergangszeit Klarheit zu schaffen. Sie verweisen auf die Botschaft, Frau Bundesrätin, aber wir alle wissen, dass es eine Weile dauern kann, bis die Botschaft unter Dach und Fach ist, und dass das Investitionshemmnis für den Schweizer Finanzmarkt weiterhin bestehen wird. Es wäre für die gesamte Vorlage schlecht, wenn Cocos nicht im Inland gezeichnet werden könnten. Darum bitte ich Sie, die Ausnahmeregelung des Nationalrates zu übernehmen. Sie sieht eine auf fünf Jahre befristete Befreiung der Coco-Zinsen von der Verrechnungssteuer vor. Mit der angekündigten Vorlage könnten wir die Regelung bereits früher anpassen.

Ich bitte Sie also, pragmatisch zu sein und dem Nationalrat entgegenzukommen, das heisst, für die Minderheit zu votieren.

Widmer-Schlumpf Eveline, Bundesrätin: Ich möchte Sie wirklich bitten, keine auf fünf Jahre beschränkte Befreiung von der Verrechnungssteuer einzuführen.

Zu den Ausführungen von Herrn Ständerat Germann: Wir sehen ja jetzt in dieser Vorlage vor, die Emissionsabgabe auf Fremdkapital für Cocos und andere Geldmarktpapiere zu eliminieren; insofern spielt die Verrechnungssteuer zwar immer noch eine Rolle, aber nur eine kleine. Wenn Sie eine befristete Befreiung vorsehen, schaffen Sie neue Schlupflöcher, die zur Steuerhinterziehung genutzt werden können: Die Steuerpflicht besteht dann immer noch, aber der Sicherheitscharakter nicht mehr. Sie schaffen Verzerrungen im Verhältnis zu anderen Geldmarktpapieren, also vor allem zu Obligationen, zum ganzen Bondmarkt, und Sie schaffen auch eine Unsicherheit.

Das Argument, das Herr Ständerat Germann vorbringt – dass man noch nicht wisse, wann die Vorlage, die Sie jetzt im Parlament haben und die Sie beförderlich behandeln können, in Kraft trete –, liesse sich auch anführen, um zu fragen, ob für jene, die Cocos anlegen wollen, die Frist von fünf Jahren wirklich verlässlich ist. Das stünde dann auch in den Sternen. Damit wäre es in der Optik von Herrn Ständerat Germann eine Massnahme, die zu perpetuieren wäre, was noch viel fragwürdiger wäre.

Ich möchte Sie also bitten, das nicht zu machen, aber die erwähnte Botschaft jetzt sehr schnell zu behandeln.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 24 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 10 Stimmen

**Änderung bisherigen Rechts
Modification du droit en vigueur****Ziff. 4***Antrag der Mehrheit*

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Germann, Amstutz, Frick, Schweiger)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 4*Proposition de la majorité*

Maintenir

Proposition de la minorité

(Germann, Amstutz, Frick, Schweiger)

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité*

09.3262

**Motion Rechsteiner Rudolf.
Kollektive berufliche Vorsorge.
Versicherung
auf Gegenseitigkeit****Motion Rechsteiner Rudolf.
Mutualisation
de la prévoyance professionnelle
collective**Einreichungsdatum 20.03.09Date de dépôt 20.03.09

Nationalrat/Conseil national 07.03.11

Bericht SGK-SR 18.08.11Rapport CSSS-CE 18.08.11

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.11

Antrag der Kommission

Ablehnung der Motion

Antrag Fetz

Annahme der Motion

Proposition de la commission

Rejeter la motion

Proposition Fetz

Adopter la motion

Präsident (Inderkum Hansheiri, Präsident): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten. Der Nationalrat hat die Punkte 1 und 2 der Motion am 7. März 2011 abgelehnt. Wir haben hier also lediglich Punkt 3 zu behandeln.

Forster-Vannini Erika (RL, SG), für die Kommission: Sie haben es vom Präsidenten bereits gehört: Es steht nur noch Punkt 3 der Motion zur Diskussion. Der Nationalrat hat diesen Punkt am 7. März 2011 angenommen. Sie haben ebenfalls gehört, dass unsere Kommission mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen empfiehlt, diesen Punkt abzulehnen. Es geht darum, ob die Verwaltungsgebühren künftig ex ante zu definieren sind. Dieser Punkt überschneidet sich mit dem Anliegen einer parlamentarischen Initiative der SGK des Na-

tionalrates. Wir werden diese Initiative am Donnerstag beraten. Dort empfiehlt Ihnen die Mehrheit der Kommission ebenfalls, das Anliegen abzulehnen. Wir sind somit mit diesem Punkt der Motion kongruent.

Ihre Kommission beantragt die Ablehnung der Motion. Weshalb? Punkt 3 der Motion verlangt, dass die Verwaltungskosten künftig im Versicherungsvertrag ex ante festgehalten werden sollen. Vorerst möchte ich einmal feststellen, dass die Verwaltungskosten ausgewiesen sind. Sie sind in den letzten Jahren generell gesunken. In diesem Jahr werden sie etwa 120 Millionen Franken betragen – dies bei einem gesamten Prämienvolumen von ungefähr 21 Milliarden Franken –, sie liegen also in einem mittleren Promillebereich.

Unklar blieb der Kommission, welche Verwaltungskosten ex ante definiert werden müssten. Die Transparenz könnte durch eine vertragliche Abmachung ex ante möglicherweise verbessert werden. Dies würde aber eine sorgfältige und umfassende Prüfung der Auswirkungen einer Gesetzesänderung bedingen. Die Mehrheit der Kommission – das ist eigentlich der springende Punkt – befürchtet, dass damit Lebensversicherungen und autonome Vorsorgeeinrichtungen ungleich behandelt werden könnten, was zu einer klaren Wettbewerbsverzerrung führen würde. An einem Ort würden die Kosten von den Versicherten bezahlt und am anderen eben nicht. Das ist das Hauptargument, weswegen wir Ihnen beliebt machen möchten, diesen Punkt abzulehnen.

Es gibt noch eine weitere Forderung in Punkt 3. Sie geht dahin, dass die Leistungen für Aktionäre, für das Kader und für den Verwaltungsrat offenzulegen sind. Es ist anzumerken, dass die diesbezüglich geltende Bestimmung des Aktien- und Aufsichtsrechts ausreichend ist. Das Täuschen von Leuten ist zudem schon im Rahmen des Bundesgesetzes gegen den unlauteren Wettbewerb verboten. Wegen zugegebenermassen stossender Einzelfälle ist es nach Meinung der Mehrheit der Kommission nicht notwendig, eine zusätzliche, aufwendige Struktur aufzubauen.

Dies sind die Gründe, weswegen Ihnen die Kommission beantragt, auch Punkt 3 der Motion abzulehnen.

Fetz Anita (S, BS): Ich beantrage Ihnen, Punkt 3 der Motion anzunehmen, so, wie das auch der Nationalrat schon gemacht hat. Nach den Ausführungen der Kommissionssprecherin möchte ich ein paar Sachen hier wieder etwas zurückschicken. Wir wissen seit Jahren, dass Verwaltungsgebühren der Sammelstiftungen für die berufliche Vorsorge der Lebensversicherer eben nicht transparent ausgewiesen werden. Es wird nur ein Teil, nämlich ein freiwilliger Teil, ausgewiesen. Die Ausweisung ex ante, d. h., bevor man den Versicherungsvertrag abschliesst, ist eine der wirksamsten Methoden, um diese Transparenz herzustellen. Ich erinnere Sie an die Abstimmung im März vor einem Jahr. Damals wurde die Senkung des Umwandlungssatzes wuchtig abgelehnt. Eine der Hauptursachen war – und ist es heute immer noch – ein tiefes Misstrauen gegenüber den Versicherern, die eben ihre Verwaltungskosten, aber auch die Leistungen, die sie den Aktionären, dem Verwaltungsrat und ihren Kadern geben, nicht offenlegen, und das sind wahrlich keine Einzelfälle. Deshalb hat unser ehemaliger Kollege Rudolf Rechsteiner diese Motion eingereicht. Ich erinnere Sie daran: Viele KMU sind auf die Angebote der Versicherer im BVG-Bereich angewiesen und müssen Verträge eingehen, bei welchen sie bei den Gebühren im Prinzip die Katze im Sack kaufen, nur weil sie keine Alternative haben. Auch das Staatssekretariat für internationale Finanzfragen kommt in seinem Bericht an die SGK-NR vom August 2010 zum Schluss, «dass die Transparenz der Verwaltungskosten durch eine ex ante vertragliche Abmachung verbessert werden kann». Aber es sagt auch ganz klar, dass es dazu eine gesetzliche Grundlage braucht. Diese wird aufgrund von Punkt 3 der Motion geschaffen.

Zum Schluss noch zum Gegenargument, das immer wieder kommt, weniger von der Kommissionssprecherin, aber von der Kommission selber, nämlich dass die ganze Sache nicht praktikabel und mit bürokratischem Aufwand verbunden sei. Das ist natürlich das Killerargument par excellence. In die-